L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau: 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.
VENDREDI, 29 JUILLET 1892.

OFFICIEL.

Assemblée Générale
—DE—
L'ETAT DE LA LOUISIANE.

Session régulière de 1892

No 74] LOI

Créant le District de Levées de Caddo de l'Etat de la Louisiane; Pourvoyant à la nomination, par le Gouverneur, d'un Bureau de Commissaires pour administrer les affaires de ce district; autorisant ledit Bureau à imposer, asseoir, percevoir une taxe ou un sous-vement local ou contribution forcée; autorisant l'imposition, l'assessement et la perception d'une taxe *ad valorem* sur toute la propriété du District; l'imposition d'une taxe spéciale sur chaque acre de terre dans le district, et une certaine taxe ou assessement sur chaque balle de coton ou autre produit du sol provenant dudit district; autorisant l'assessement et la perception d'une taxe sur chaque mille de chemin de fer dans ledit district; autorisant ledit Bureau à pourvoir à l'adoption de règlements et de lois gouvernant le District de Levées; autorisant l'émission de bons; garantissant par les revenus du district le paiement de ces bons, l'intérêt et autre argent qui s'empruntera ou conformément aux dispositions de cette loi; autorisant et requérant la levée de taxes pour le paiement de l'intérêt et du principal des bons; pourvoyant à un fonds de réserve pour le rachat des bons; autorisant le Bureau à lui donnant le pouvoir d'emprunter de l'argent pour son usage et l'autorisant à hypothéquer et à donner en nantissement la propriété et les objets de valeur appelant les revenus pour le paiement des sommes empruntées; donnant au District de Levées certaines terres de district appartenant à l'Etat; pourvoyant les devoirs du Bureau des Ingénieurs d'Etat relativement à ce qui précède.

Section 1ère—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que toute cette partie des terres alluviennes et toutes autres terres pouvant être submergées ou en danger de submersion dans la paroisse Caddo comprises et situées dans les bornes ci-après décrites, savoir: Toutes les terres d'alluvion et autres terres capables d'être submergées ou en danger d'inondation par les eaux de la Rivière Rouge et de ses tributaires ou de ses débouchés, sur le côté ouest de la rivière, sont de la limite de l'Etat de l'Arkansas, et entre la Rivière Rouge et les collines ou terres hautes qui bordent les terres alluviennes à l'ouest; est de la ligne divisant les Rangs 15 et 16 W vis: la terre d'alluvion et les terres exposées à l'inondation ou pouvant être submergées, situées dans les circonscriptions 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 N. Rangs 13, 14, 15 W, n'incluant pas la ville de Shreveport et toutes les terres d'alluvion et autres terres sujettes et exposées à l'inondation par les eaux de la Rivière Rouge et de ses tributaires ou débouchés, sur le côté ouest de la Rivière Rouge en la paroisse Caddo, entre la Rivière Rouge et les collines ou terres hautes, situées dans les circonscriptions 14, 15, 16, 17 N. Range 11, 12, 13, 14 W., sont, par les présentes, incorporées en un district de levées qui sera connu sous l'appellation de "Caddo Levee District of Louisiana"; et toutes les terres et autre propriété, foncière et personnelle, de toute description sur lesdites terres, seront assujettes à un impôt, à un assessement local, et à une contribution forcée dans la limite de procurer des fonds pour la protection de ces terres et de cette propriété dans le district, contre les dégâts d'une inondation.

Sec. 2.—Il est, en outre, décrété, etc., Que le contrôle et l'administration de "District de Levées Caddo," tel qu'il est créé et constitué par cette loi, est, par les présentes, remis au Bureau des Commissaires qui sera connu sous le nom de "Bureau de Commissaires du District de Levées de Caddo", lequel Bureau se composera de sept personnes compétentes, qui seront toutes des citoyens de la paroisse Caddo et électeurs dûment qualifiés de ladite paroisse, possédant en leurs noms propre des terres situées dans le District de Levées de Caddo, de par ou domiciliés dans le District de Levées de Caddo, et dans la Louisiane, domicile où sera établi le bureau et où seront conservés tous les livres, tous les documents, toutes les archives de la corporation. C'est en cet endroit que se fera le service de toutes pièces à l'adresse du Président ou du Secrétaire. Ledit Bureau aura le pouvoir d'acheter, de posséder, de vendre et de transférer des titres de propriété; de contracter et d'exécuter des contrats et de faire l'un quelconque ou tous les travaux nécessaires pour mettre à exécution les fins de cette loi, savoir: l'entière et parfaite protection des terres de ce district contre les dégâts des inondations et pour le parfait drainage du district.

Sec. 3—Il est, en outre, décrété, etc., Que ledit Bureau élira président l'un de ses membres; élira également un secrétaire et adoptera des règlements pour son propre gouvernement et pour celui de ses officiers et employés. Il adoptera des règles et règlements pour le perfectionnement et la mise en vigueur d'un système compréhensible de levées ayant pour objet la parfaite protection de tout le District contre les inondations. Il couvrira un régistre où seront inscrits tous ses actes qui seront publiés après chacune de ses séances dans un journal de la ville de Shreveport, de leur choix. Il aura le devoir de fixer, à chaque séance régulière, d'examiner tous les comptes et toutes les opérations, et de décider de quelle façon seront entrepris les travaux. Il aura à pourvoir des moyens pour exécuter les recommandations du Bureau des Ingénieurs, à la condition que tous les travaux recommandés comme devant être adjugés, au moyen de soumissions cachetées, au plus bas soumissionnaire responsable, le Bureau se réservant le droit de repousser toutes les soumissions; et en cas d'urgence ou quand il lira de l'intérêt dudit district de le faire, le Bureau aura le privilège de conclure des contrats pour la construction et la réparation ainsi que l'arpentage des levées sans annonce ou soumissions cachetées. Il aura de tous les moyens à sa disposition pour consolider, réparer ou construire n'importe quelle partie des levées qui pourra réclamer son attention. Il nommera des inspecteurs s'il le faut, avec l'autorisation d'employer des gardes sur les levées durant l'époque des hautes eaux; et, dans l'éventualité d'un cas urgent, il pourra recourir aux mesures voulues pour prévenir une inondation. Dans ce but, le Bureau pourra se servir des fonds du Trésor du Bureau des Commissaires qui n'auront pas été alloués autrement par contrat antérieurement conclu, ou pourra donner en garantie les revenus du Bureau, propriétés ou autres objets de valeur pour se procurer de l'argent. Le Bureau fera tout ce qui sera nécessaire pour accomplir les objets et fins qu'a en vue cette loi.

Sec. 6 —Il est, en outre, décrété, etc., Que dans le dessein de se procurer un revenu pour mettre à exécution les objets et fins de cette loi, et le droit de cette loi, et par les présentes, déclaré être une corporation et un corps politique revêtu de tous les pouvoirs, privilèges, droits et immunités conférés par la loi aux corporations du même genre dans cet Etat. Il aura et possédera l'autorité de poursuivre et d'être poursuivi en justice; de passer un jugement au nom et sous l'appellation du Bureau des Commissaires du District de Levées de Caddo de la Louisiane; et tous les documents des procédures en droit contre ladite corporation seront envoyés au Président ou au Secrétaire du Bureau des Commissaires, à son siège ou domicile; et tous les procès ou toutes les pièces instituée par eux au nom de ladite corporation seront entendu par le Président au nom du Bureau. Le domicile du "Bureau des Commissaires de District de Levées de Caddo" sera en la ville de Shreveport, paroisse Caddo, Etat de la Louisiane, domicile où sera établi le bureau et où seront conservés tous les livres, tous les documents, toutes les archives de la corporation. C'est en cet endroit que se fera le service de toutes pièces à l'adresse du Président ou du Secrétaire. Ledit Bureau aura le pouvoir d'acheter, de posséder, de vendre et de transférer des titres de propriété; de contracter et d'exécuter des contrats et de faire l'un quelconque ou tous les travaux nécessaires pour mettre à exécution les fins de cette loi, savoir: l'entière et parfaite protection des terres de ce district contre les dégâts des inondations et pour le parfait drainage du district.

Sec. 5—Il est, en outre, décrété, etc., Que ledit Bureau élira président l'un de ses membres; élira également un secrétaire et adoptera des règlements pour son propre gouvernement et pour celui de ses officiers et employés. Il adoptera des règles et règlements pour le perfectionnement et la mise en vigueur d'un système compréhensible de levées ayant pour objet la parfaite protection de tout le District contre les inondations. Il couvrira un régistre où seront inscrits tous ses actes qui seront publiés après chacune de ses séances dans un journal de la ville de Shreveport, de leur choix. Il aura le devoir de fixer, à chaque séance régulière, d'examiner tous les comptes et toutes les opérations, et de décider de quelle façon seront entrepris les travaux. Il aura à pourvoir des moyens pour exécuter les recommandations du Bureau des Ingénieurs, à la condition que tous les travaux recommandés comme devant être adjugés, au moyen de soumissions cachetées, au plus bas soumissionnaire responsable, le Bureau se réservant le droit de repousser toutes les soumissions; et en cas d'urgence ou quand il lira de l'intérêt dudit district de le faire, le Bureau aura le privilège de conclure des contrats pour la construction et la réparation ainsi que l'arpentage des levées sans annonce ou soumissions cachetées. Il aura de tous les moyens à sa disposition pour consolider, réparer ou construire n'importe quelle partie des levées qui pourra réclamer son attention. Il nommera des inspecteurs s'il le faut, avec l'autorisation d'employer des gardes sur les levées durant l'époque des hautes eaux; et, dans l'éventualité d'un cas urgent, il pourra recourir aux mesures voulues pour prévenir une inondation. Dans ce but, le Bureau pourra se servir des fonds du Trésor du Bureau des Commissaires qui n'auront pas été alloués autrement par contrat antérieurement conclu, ou pourra donner en garantie les revenus du Bureau, propriétés ou autres objets de valeur pour se procurer de l'argent. Le Bureau fera tout ce qui sera nécessaire pour accomplir les objets et fins qu'a en vue cette loi.

Sec. 6 —Il est, en outre, décrété, etc., Que dans le dessein de se procurer un revenu pour mettre à exécution les objets et fins de cette loi, et de procurer des contributions pour mettre le Bureau à même de développer, établir et compléter le système de levées dans ledit district, toutes les terres actuellement appartenant ou qui pourraient appartenir à l'Etat de la Louisiane, et comprises dans les limites du District de Levées, tel qu'il est ici constitué, sont, par les présentes, concédées, données, transférées et livrées audit Bureau de Commissaires du District de Levées de Caddo, que lesdites terres ou parties de terres aient été primitivement concédées par le Congrès des Etats Unis à l'Etat de la Louisiane; ou que lesdites terres aient été ou puissent plus tard être confisquées ou achetées par ou vendues à l'Etat, à une vente de taxes pour non paiement de taxes. Si l'Etat est devenu ou devient plus tard propriétaire de terres à la suite de ventes de taxes, les transferts ne s'en feront audit Bureau des Commissaires de Levées, qu'après la période de rachat expirée; à la condition, cependant, que le ou les anciens propriétaires des terres qui auront été confisquées aux propriétaires ou vendues à l'Etat pour non paiement de taxes, peuvent en tout temps dans les premiers six mois suivant l'adoption de cette loi, racheter leurs terres en payant au trésorier de l'Etat toutes les taxes, coûts et pénalités qui y seront dûs jusqu'à la date de ce rachat. Mais ce rachat sera considéré comme vente de terres par l'Etat; et toutes les sommes d'argent ainsi reçues seront placées au crédit du District de Levées de Caddo. Après l'expiration desdits six mois, il sera du devoir de l'Auditeur et de l'Enregistreur du Bureau des terres d'Etat, de la part et au nom de l'Etat, de transférer audit Bureau des Commissaires de Levées, par les moyens de transfert convenables, toutes les terres, par lesquelles les droits de propriété ne seront pas établis par un ancien titre, concédées ou transférées au Bureau, quand, de temps à autres, ledit Auditeur ou Enregistreur du Bureau des Terres d'Etat sera requis de le faire par ledit Bureau de Commissaires de Levées ou par son président. Après cela, le président du Bureau fera enregistrer convenablement les transferts dans le bureau de l'Enregistreur des paroisses respectives où seront situées ces terres. Et quand lesdits transferts seront enregistrés, les titres de ces terres et leur possession seront l'absolue propriété dudit Bureau de Commissaires, de ses successeurs ou de ses garants. Lesdites terres seront exemptes de toutes taxes après avoir été transférées, et tous les actes deseceront en la possession et sous la conduite dudit Bureau. Le Bureau des Commissaires de Levées aura le pouvoir de vendre, d'hypothéquer et de donner en nantissement ou de disposer autrement desdites terres en telles quantités et à tels prix que le Bureau arrêtera. Tous les produits en découlant, seront déposés dans le Trésor de l'Etat au crédit du District de Levées de Caddo, et seront débourcés sur des mandats du président dudit Bureau, ou secrétaire attesté, ainsi qu'y pourvoit cette loi.

Sec. 10—Il est, en outre, décrété, etc., Qu'il donnera de procurer des fonds additionnels pour lesdit district, ledit Bureau des Commissaires est autorisé à et a le pouvoir d'émettre des bons pour un chiffre de deux cent mille dollars, en telles coupures et dénominations que prescrira ledit Bureau, pas au-dessous de cent dollars chacune. Lesdits bons seront faits payables aux porteurs. Ils seront signés par le président du Bureau, officiellement attesté par la signature du secrétaire du Bureau, et auront, imprimés au verso, les mots suivants: "Ce Bon, principal et intérêt, garanti par la vente de terres de l'Etat et de terres publiques." Tous ces bons échoiront dans trente ans et pourront être payés à tout temps après, à l'option du Bureau de Commissaires de Levées. Ils porteront intérêt à un taux n'excédant pas six pour cent à partir de la date indiquée par le Bureau des Commissaires, intérêt qui sera attesté par des coupons attachés auxdits bons et qui sera payable semi-annuellement au bureau du Trésorier d'Etat, du fonds auquel il est plus haut pourvu.

Sec. 11—Il est, en outre, décrété, etc., Que ledit Bureau aura le droit de négocier lesdits bons à un taux d'escompte n'excédant pas dix pour cent. Il aura le droit de donner ces bons en paiements de travaux exécutés sur les levées dirigées pour la protection dudit district de levées à des conditions et pour des montants qui seront stipulés par le constructeur; à la condition que ces bons ne soient pas donnés en paiement de travaux à un plus fort taux d'escompte que dix pour cent. L'intérêt sur lesdits bons sera payé des fonds provenant de la perception de ladite taxe de dix mills; et le Trésorier sera, par les présentes, autorisé à payer tous coupons que qui seront présentés par un détenteur de bonne foi. Il restera toujours assez un montant suffisant desdites taxes pour payer l'intérêt d'une demi-année dû sur ces bons, montant qui ne pourra, à aucun autre usage.

Sec 12—Il est, en outre, décrété, etc., Que vingt années après l'adoption de cette loi, tout excédent de la taxe de district de dix mills qui pourra exister, après que l'intérêt dû sur ces bons aura été payé, constituera un fonds de réserve et ne sera pas retiré du Trésor de l'Etat pour aucun usage autre que celui de payer le principal de ces bons ou pour les racheter par le Bureau. Et si cet excédent était moindre que dix pour cent du montant des bons exécutés, ledit Bureau prélèvera avec d'autres revenus précédemment pourvus ici, la somme de préférence à toutes autres réclamations, de façon à ce que le fonds de réserve ne soit pas moindre de dix pour cent de montant des bons exécutés. L'argent ainsi obtenu sera déboursé pour le rachat des bons, ainsi qu'il est pourvu plus haut.

Sec. 13.—Il est, en outre, décrété, etc., Qu'il sera du devoir dudit Bureau et de ses officiers chargés de la perception et du déboursement de ladite taxe de dix mills, de percevoir et de débourser ladite taxe, ainsi qu'il est précédemment pourvu. Ils collecteront et en disposeront, conformément aux dispositions de cette loi, tels autres revenus qui pourront être nécessaires pour payer intégralement le principal et l'intérêt plus haut en question. Au Bureau, l'autorisation qui est donnée de pourvoir au paiement du principal et de l'intérêt desdits bons sera irrévocable et censé tuera un contrat entre le porteur de ces bons ainsi émis et le Bureau de Commissaires du District de Levées de Caddo; et ils continueront d'être valides jusqu'à ce que les bons auront été payés. Cette disposition sera déclarée un contrat en faveur du détenteur desdits bons.

Sec. 14.—Il est, en outre, décrété, etc., Que si l'un quelconque des officiers chargés du soin de percevoir, ou de débourser les revenus, en vertu des dispositions de cette loi, omettait, négligeait ou refusait d'accomplir les devoirs qui lui sont dévolus, de par cette loi, ledit Bureau en n'importe lequel département aura droit en vertu de cette loi, pourra s'adresser à tout juge d'une cour de compétente juridiction et en obtiendra un mandamus afin de mettre en demeure ledit délinquant à procéder à l'exécution de ses devoir, conformément aux provisions de cette loi.

Sec. 15.—Il est, en outre, décrété, etc., Que tout membre, inspecteur des levées ou autre officier du Bureau ou de ses danger menaçant ou d'urgente nécessité, pourra requérir les services de toutes ou la somme qu'il en croira nécessaire, de personnes résidant dans le district et pouvant être appelées à exécuter des travaux de chemins, en vertu des lois existantes, et les faire travailler aux levées. Pour un pareil travail d'urgence, toute personne servant sera payée par le Bureau à tant par jour que le Bureau fixera. Toutes personnes auxquelles le devoir s'impose de faire des travaux de chemins et qui, après avoir été avisées que leur services étaient mis en requisition, omettaient de se mettre aux ordres du Bureau, seront coupables d'un méfait, qui, s'il est prouvé devant n'importe quel juge de paix de la paroisse, vaudra à chacun des délinquants une amende pas moindre de cinq ni n'excédant pas vingt dollars.

Sec. 16—Il est en outre décrété, etc., Que les Bureau, autorisés par la section 10 de cette loi, à émettre des bons au montant de cent mille dollars, seront enregistrés au bureau de l'Auditeur d'Etat dès qu'ils auront été imprimés et signés. Ils seront enregistrés au bureau de l'Auditeur qui en tiendra compte; et ne seront revêtus du Trésor de l'Etat que sur un mandat de l'Auditeur des Comptes Publics, émis par l'ordre du Président du Bureau des Commissaires, contresigné par le secrétaire et conformément à la résolution dudit Bureau à une réunion régulière. Ils ne seront pas retirés avant que tous ils ne soient arrivés à maturité ou aient été déboursés; lesquels coupons ainsi annulés par le Trésorier et par l'Auditeur. Le Trésorier d'Etat gardera une liste de ces bons et des coupons sujets à l'examen de toute personne intéressée. Les bons ainsi retirés du Trésor seront définitivement présumés avoir été émis, lancés dans la circulation et négociés par ledit Bureau.

Sec. 17.—Il est, en outre, décrété, etc., Qu'il sera du devoir du Bureau des Commissaires de faire conserver un exact compte-rendu des travaux exécutés de par son autorité, donnant par le menu les travaux exécutés, les bons émis construites et réparées ou tous autres travaux accomplis ou autorisés par lui. Il gardera compte exact des finances du District des Levées, et préparera semestriellement un tableau accusant une situation vraie des finances dudit district, faisant ressortir par ce tableau et remarques du district en détail; le chiffre et caractère de chaque somme d'argent, billets de change, billets à recevoir, propriété et autres objets de valeur. Ainsi accusation détaillée sera soumise par le Bureau, le coût des levées construites ou réparées, les salaires payés, la propriété achetée, le coût des travaux exécutés et toutes autres dépenses indiquées qui ne sont pas ici mentionnées, de même que toutes autres dépenses encourues par l'administration du Bureau; accusant les balances en caisse, tous les renseignements relatifs aux diverses sommes, amendes, ou autres objets de valeur au moment de la présentation du tableau, lequel sera fait en triple, dont une copie sera transmise au Gouverneur de l'Etat, une copie à l'Auditeur des Comptes publics et une copie enregistrée dans les livres du Bureau. Le dernier fera publier dans un journal de la ville de Shreveport ce tableau dans les dix jours qui suivront la date de leur réunion semestrielle à laquelle le tableau aura été présenté et accepté.

Sec. 18—Il est, en outre, décrété, etc., Qu'il sera du devoir du Bureau des Ingénieurs d'Etat de désigner un de ses membres qui assistera à chaque réunion du Bureau de Levées quand préalablement il en sera averti, et de soumettre au Bureau un rapport quant à l'emplacement, la construction et la réparation des levées, nécessaires pour la protection du District. Le Bureau des Ingénieurs d'Etat sera, par les présentes, autorisé à faire former par des ingénieurs assistants de telle déboschée, bayous ou fondrières on à les ouvrir, ainsi qu'il croira nécessaire pour accomplir les fins de cette loi. Il est seul chargé de la responsabilité de l'emplacement de toutes les levées dans ledit District.

Il fournira au Bureau un rapport détaillé indiquant l'exacte situation de toutes les lignes de levées; fournira des plans et des spécifications, de même qu'il exécutera tous les travaux de génie civil dans le Bureau pour ce District. Le Bureau pourra employer un ingénieur compétent pour aider les ingénieurs d'Etat dans l'exécution de ces travaux. Le salaire de cet assistant-ingénieur sera fixé et payé par le Bureau; mais l'emplacement de toutes les levées dans le District sera choisi par le Bureau des Ingénieurs d'Etat.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.

CHARLES PARLANGE,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 6 juillet 1892.

MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

Pour copie conforme:
T. S. ADAMS,
Secrétaire d'Etat.

WEST END.

Aujourd'hui la Compagnie du West End offre au public une soirée de gala. On sait le succès obtenu par celle de vendredi dernier; nous avons lieu de croire que la réussite de ce jour ne sera pas moins brillante.

Donc le Concert, en trois parties, sera coupé par un feu d'artifices, qui sera tiré de 8 à 9 heures.

La semaine dernière il était confié à M. Weingart; cette fois ce sont les frères Grimaldi, que l'on a choisis comme artificiers. Et comme l'exhibition est, d'ordinaire, de bon conseil, vous pouvez compter sur une belle exhibition pyrotechnique. Les motifs sont nombreux et bien choisis.

Du programme musical nous citerons: *Défilé de la Garde Républicaine*, marche, Wettge; Sélection de motifs de *Girofle Girofla*, Lecocq; *Intermezzo*, galop, Von Buggenhout; Fantaisie sur le *Trouvère*, Verdi; Ouverture de *Poète et Paysan*, Suppé; *Shall we meet again?* Waldman, duo pour cornet et trombone, exécuté par MM. A. Veasey et V. Einhorn, *Bamboula*, A. Grand; Souvenirs de la *Bohémienne*, Balfe; *Réminiscences d'Auber*, Godfrey; *Une folie*, polka de Waldteufel, solo de cornet par M. A. Veasey; *Marche chinoise*, Reynaud; *La Reine des Fées*, Rivet; *Patrouille Américaine*, Meachem.

Le jour des Orphelinats.

Nous rappelons aux Sœurs directrices des Orphelinats que la dix-huitième Excursion Annuelle, dont nous avons déjà parlé, a lieu lundi prochain, 1er août, et que le départ se fera au wharf de la rue du Canal, à neuf heures du matin; sur le splendide steamer *Belle of the Coast*.

Aux termes de la circulaire déjà citée ici, M. L. La Combe, chairman du Comité d'Organisation, est chargé du nombre des enfants de chaque Asile qui se proposent de prendre part à la fête. Rappelons qu'aucune limite n'est posée à ce nombre.

Adresser le renseignement à M. La Combe, 7 Varieties Alley.

Dr PRICE'S
Cream Baking Powder.
En consommation dans des millions de familles. La première de toutes depuis 40 ans

NECROLOGIE.

Ce n'est pas sans une sincère émotion que nous avons appris et annoncé hier la mort de Mme J. L. Sarrazin. C'est à Pascagoula, Mississipi, qu'elle succomba, mardi dernier, à une maladie de cœur.

Nous avons souvent l'occasion de l'écrire, le sentiment de famille est profondément développé en Louisiane; s'il en est qui désertent ce doux et entraînant drapeau du foyer qui défend si bien parfois contre les atteintes du sort, ceux-là sont de rares exceptions, qu'il faut plaindre et auxquels cette même famille méconnue, négligée fait la charité du silence et du pardon.

Mais, en thèse générale, le culte de home est fidèlement observé; c'est une religion dont les fervents sont à l'infini. Entre toutes la mère créole a droit à cette ferveur. Elle la fait naître, elle la recherche, elle la développe, par les plus sympathiques moyens de convivialité; par ce prêche sans cesse renouvelé au sein de la *maison*; prêche fait de sourires, de caresses et de dévouement.

C'est d'une immense et toujours vigilante affection qu'elle entoure ses enfants; c'est surtout aux mauvais jours qu'elle se multiplie dans son œuvre; c'est surtout aux heures sombres qu'elle s'impose à se faire clarté, qu'elle rayonne de toute sa tendresse. Mme J. L. Sarrazin fut l'une de ces mères, après avoir été la meilleure, la plus tendre des filles.

La bonne voie lui avait été tracée; elle n'eut qu'à la suivre. Compagnes affectueuses, haute sera de celui dont elle portait le nom, elle vécut toujours, on peut l'affirmer, pour répandre la joie dans son intérieur et dès que la providence lui donna des enfants, elle s'absorba dans les soins qu'elle leur donnait elle puisa pour cela dans le trésor inépuisable de ses bontés.

C'était du reste, cet échange d'amour; elle en était adorée, comme elle les adorait, et si préparée que puissent être ceux-ci à sa mort, quand l'heure en a sonné, le coup leur a été moins rude; il leur semble que ce vide ne serait jamais comblé.

Le coup ne les a pas seuls atteints; connaître Mme Sarrazin c'était immanquablement s'attacher à elle; vaste était donc le cercle de ses amis et le deuil est aussi pour eux.

Mme L. Sarrazin, née Angélique Tinance, laisse quatre fils: MM. Jules, Chéri, Louis, Félix L. Sarrazin et une fille, Mme Charles E. Sarrazin.

Nous savons tout ce qu'a de navrant pour eux la séparation que la destin leur a infligé et nous les prions d'agréer cette expression bien incomplète, bien faible de nos plus cordiales sympathies.

FROHSINN.—La soirée dansante donnée hier par la Frohsinn, au Lake View Park, n'a nullement souffert de la méchante pluie qui l'avait précédée.

Il y avait monde nombreux dans la vaste salle de bal et l'heure avancée à laquelle on s'est retiré, a dit, assez que nous ne le pourrions faire, le plaisir qu'on y a trouvé.

Le Frohsinn a la main heureuse.

Salle de l'Union Française.

Une grande soirée musicale et dramatique sera donnée à l'Union Française, le samedi 30 juillet, par M. M. Thomassin, artiste des Folies Dramatiques de Paris.

Le programme est des plus attrayants, le public en jugera par lui même. Nous souhaitons complète réussite à l'artiste.

La salle de l'Union Française, parfaitement aérée et ventilée, est une vraie salle d'été. L'orchestre sera sous la direction de M. Gourdon.

Voici le programme:

PREMIÈRE PARTIE.—1. Ouverture de *Fra Diavolo*, par l'orchestre; 2. Valse de *Fra Diavolo*, par l'orchestre; 3. *La Tour St Jacques*, valse chantée, par M. Thomassin; *Si j'aurais eu*..... monologue fin de siècle dit par M. Thomassin; 5. Solo pour hautbois, par M. Allo; 6. *Les Saisons*, de V. Mass é, par l'orchestre.

DEUXIÈME PARTIE.—7. Valse du *Rossignol*, par l'orchestre, piccolo obligato par M. Serres; 8. Un monologue comique, par M. Rossi; 9. Carafine de Raff, pour violon, M. Dantonnet; 10. *Ne jouez pas avec le cœur*, par M. Thomassin; 11. Monologue fin de siècle, par M. Thomassin; 12. *Le Jardin d'Armide*, grande valse à quatre mains, par Mm. Dame Serres et M. Gourdon; 13. Un *Kerrières en cabiact particulier*, monologue dit par M. Thomassin; 14. Duo de *la Reine de Chypre*, par MM. Rossi et Maumus.

TROISIÈME PARTIE.—15. Ouverture par l'Orchestre; 16. Air de grâce pour flûte, M. Serres; 17. *La Grève des Forgerons*, joué par M. Thomassin; 18. Polonaise de Lisette, par Mme Duchesne; 19. Air, par M. Maumus; 20. Marche, par l'Orchestre.

Le piano d'accompagnement sera tenu par Madame Serres, Mlle Blanche Poirier et M. Gourdon.

Chaises réservées et numérotées, 1 dollar; chaises réservées 50 cents. Entrée 25 cents. On pourra se procurer des places à l'Union Française de 10 h. à 11 h. et de 1 à 4 heures.

La représentation commencera à 8 heures et quart.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 29 juillet 1892.—Indications pour la Louisiane: Temps plus frais dans la partie nord; averses locales, vents du sud.

Température du 28 juillet 1892.
Thermomètre R. A. L. Chatham, Opticien.
No 143 rue du Canal,
Entre Carondelet et Baronne.

	Fahrenheit	Centigrade
7 heures du matin	82	28
Midi	88	28
3 P. M.	94	34
6 P. M.	93	25

MARIAGES, NAISSANCES ET DÉCÈS.

Inscrits au Bureau de Santé dans les dernières 24 heures.

Mariages.

Henry Peyton à Mlle Julienne Pierre.
Martin McGuire à Mlle Annie Ansel.
Max Rahn à Mlle Julia Schmidt.
Charles L. Gilbert à Mlle Rita F. Frederic.
Charles Miller à Mlle Léontine Ramos.

Naissances.

Mme Jean M. Saunidet, un garçon.
Mme Frank R. Winter, une fille.
Mme James Murphy, une fille.
Mme Louis A. Pelichet, un garçon.
Mme William J. Meding, une fille.

Décès.

Nathan R. Goldman, 27 ans, 152 rue Trémé.
James Coyle, 84 ans, parvis des Pointe Coupée.
William Bassill, 5 jours, rue Locust, entre Josephine et Jackson.
Mary L. Farrell, 2 mois, 365 rue Gravier.
Delina Lyon, 42 ans, Shakespeare almshouse.
Philip Muth, Sr., 63 ans, 276 rue St Philippe.
Léon Sebor, 32 ans, coin Derbigny et Dumaine.
Mlle Cora Segher, 38 ans, 302 rue Nord Prieur.
Allen Gaines, 3 jours, 606 rue St-Patrick.
Albert E. Fannacht, 5 mois, Half-way house.
Rose Grimaldi, 6 mois, chez Mme Wolf, 305 avenue Tulane.
Mlle Lizzie Thompson, 15 ans, Nouvelle Hôpital.
Dame Vve Margaret McGrew, 85 ans, accidentée d'Algar.

Ventes inscrites au Bureau de l'annotateur des aliénations:

Mme T. Berger et al, à L. Bordes, un terrain borné par les rues Bagatelle, Josephine, Soldelle et St Antoine, $200.

Succession de B. Stehle ala à Mme H. Gordon, un terrain borné par les rues Ste-Marie, Prytanée, Colisée et Félicité, $4,000.

Mme J. Ber à Mlle E. McKenna, un terrain borné par les rues Espagne, Dauphine, Bourgogne et Poète, $2,250.

Mme M. White à Mlle M. Bathore, deux terrains bornés par les rues Madison, Decatur, Monroe et Newton, $875.

Mme Mashbon à J. Ford, un terrain borné par les rues Market, Jackson, Chestnut et Elmire, $500.

Mme O. Golden à J. Hagan, un terrain borné par les rues Napoléon, Collége, Chestnut et Berlin, $5,000.

Mme C. Albens à Mme E. Leglevne, un terrain borné par les rues Broad, White, Ursulines et St-Philippe, $750.

A. Wilson à O. Paul, deux terrains bornés par les rues Chestnut, Colisée, Roberts et Upperline, $800.

Mme J. Mascoau et al, à E. Darneau, un terrain borné par les rues St-Bernard, Marais, Columbus et St-Claude, $250.

B. Cousino à D. McCan, un terrain borné par les rues Fulton, Notre Dame, Front et Girod, $2,000.

E. Dunlap à Mme P. Heintz, un terrain borné par les rues Gascon, Canal, Dorgenois et Rochebiave, $2,350.

Mlle M. Levis au Firemen's Building Association, un terrain borné par les rues Tonti, Rochebiave, Palmyre et Gasquet, $2,000.

Mme J. Reiss à E. Reiss deux terrains bornés par les rues Villeré, Français, Champs-Elysées et Robertson, $6,100.

Le même à E. Reiss un terrain borné par les rues Prieur, Kerlerec, Roman et Esplanade, $2,500.

A. Poirier à Mme P. Dejan un terrain borné par les rues St Louis, Royale, Bourbon et Toulouse, $3,800.

Cour Civile de District.—

Pierre Lanaux, A. J. Forstall, J. W. Westerfield, J. Triscoal et la People's Slaughterhouse & Refrigerating Co., contre A. Darenatiel, W. Gobler, H. Guerchoux, Chas. H. Crowley, E. De Feon ville, le Collège St-Isidore, la Congrégation de la Ste Croix et la Convent des Ursulines, en $19,321 de dommages subis par les demandeurs, à la suite des démarches faites par les défendeurs pour les empêcher de construire des abattoirs pour l'exploitation desquels ils avaient obtenu les franchises nécessaires.

Pelican Homestead Building Association contre Celeste Vincent, pour $1,400.

E. J. DeHart demande à changer de nom.

Les successions de Lucien, Cora et Alice Landry sont ouvertes.

Sam Frederick contre J. Luketich, pour obtenir certains titres de propriété.

Cour Criminelle.—Section A.—

W. Scott, larcin, deux ans; Annie Wilson, vol, deux ans.

Section B.—A Robinson, voies de fait, ordonnance de non lieu.

Le feu.—Hier matin à 1 heure le feu a pris sous un hangar occupant le Delachaise et Tchoupitoulas chez M. Hy. Dick. Dommages $250.

Les peintres.—Le malentendu qui a eu lieu entre les peintres, patrons et ouvriers, à la suite de certaines exigences des premiers, n'est pas encore réglé et les employés peuvent qu'il aurait pour résultat la dissolution de l'association des patrons, plusieurs de ceux-ci n'ayant pas obéi à l'injonction qui leur avait été faite de congédier leur ouvriers. Les travaux ne sont une partiellement interrompus et les plupart des patrons, en dépit de la décision prise par leur association, ne demandent qu'à remettre leurs ouvriers au travail.

Le Poste Central de Police.—Le poste central de police, et celui du 1er precinct, ainsi que le bureau des détectives et celui du coroner, sont depuis hier déménagés définitivement encoignure Gravier et Basnin, où se trouve aussi le Bureau du Chef de Police.

Ce changement était nécessaire pour permettre la démolition des immeubles récemment occupés par tous ces services. L'amitié cette démolition terminée, on commencera immédiatement les fondations de la façade de la grande bâtisse et les travaux seront poussés activement, parceque aussitôt soustraite, cette partie de notre immeuble sera de nouveau occupée par les fonctionnaires municipaux en ce moment tabs bien que mal encoignure Gravier et Basnin, où ils feront probablement un séjour d'un mois ou deux.

L'addition n'est pas faite aussi la santé du public en danger, car par l'analyse, on a trouvé qu'un échantillon de lait adultéré contenait 92 60 pour 100,000 de chlore, 0.600 de phosphates, 0.336 d'azote, 1 5 d'ammoniaque, 0.750 d'alkalinoïde d'ammoniaque, 52.00 de matières organiques et 287.4 de matières minérales.

L'eau qui avait été ajoutée à ce lait était plus mauvaise que de l'eau d'égout.

Après le lecture du rapport, sur motion du Dr Formento, on vota des remerciements au professeur Metz pour son travail intéressant.

Le Dr Wheeler fait son rapport et montre aux membres du Bureau plusieurs échantillons de viandes provenant d'animaux malades, après quoi on ajourna.

Le rapport du trésorier est ainsi conçu:

Balance en main au 31 juin 1892..... $11,478 72
Recettes..... 6,774 01
Total..... $18,252 73
Dépenses..... 8,472 79
Balance au 1er juillet 1892..... $9,779 94

N. O. City and Lake R. R.—

Le bruit de l'achat projeté du N. O. City and Lake R. R. par les capitalistes du nord est confirmé par le président de cette compagnie, M. J. A. Walker. Celui-ci dit qu'en effet les négociations ont été suivies, mais il n'y a encore rien de fait.

Les actionnaires de la compagnie ne sont pas opposés à la transaction. Les capitalistes en question seraient, paraît-il, deux banquiers de New York qui tentaient de se faire les promoteurs de l'affaire.

Quelle qu'en soit la terminée de façon ou d'autre d'ici à quelques jours.

La chaleur.—Tandis que le soleil continue à sarchauffer de ses impitoyables rayons les villes du Nord où la mortalité a été, de ce fait, fort accrue, nous jouissons ici d'une température relativement modérée et le thermomètre accuse une différence de 20 degrés et même de 25 degrés entre la Nouvelle-Orléans et ces villes moins fortunées où bien des habitants du Sud sont allés chercher un été plus tempéré.

Ici rien de plus pur en plus, le centre et le nord seront affectés par l'extrême froid de l'extrême chaleur.

Celle-ci a été cette année plus intense que de coutume et on n'avait jamais vu le mercure à semblable hauteur.

A Louisville il est monté jusqu'à 110 degrés et à New York il a dépassé 100 degrés. Dans les quartiers populeux de ces grandes villes, de New York surtout, quarante ont été foudroyés par une insolation contre laquelle on ne peut rien.

Dans certaines villes on a dû suspendre les travaux de moissonneuse, car ceux-ci exposent les ouvriers aux rayons de soleil, et les affaires en général souffrent de cet état de choses, car les employés de bureaux sont également incommodés, et d'autre part,